

LE PRÉSIDENT ABDOU DIOUF

Que les jeunes montrent la voie !

Voici le texte du discours prononcé hier par le chef de l'Etat à Tambacounda.

C'est avec une profonde joie que je me retrouve ce matin à Tambacounda. C'est que des cérémonies comme celle qui nous réunit dans cette ville si attachante consacrent des progrès réalisés dans notre marche vers le développement.

Ma joie est d'autant plus grande qu'il s'agit du coton et de la région de Tambacounda. Il s'y ajoute une réelle fierté, car je sais la somme d'efforts - de sueur mais aussi d'espérances - qu'il a fallu pour permettre une aussi belle fête.

Je voudrais donc, en vous disant ma joie d'être parmi vous et ma gratitude pour cet accueil à la mesure de votre hospitalité légendaire, rendre hommage à votre courage et à votre persévérance qui nous valent les résultats que nous célébrons aujourd'hui. Vous me permettrez certainement d'associer tout les agriculteurs de notre pays qui partagent ces qualités avec leurs frères et sœurs de Tambacounda.

A ce propos, je tiens d'abord à souligner tout l'effort fourni par les agriculteurs sénégalais au cours de la campagne agricole 1991-1992 pour atteindre d'excellents niveaux de production.

L'agriculture sénégalaise est en pleine mutation et de profondes réformes ont été opérées par mon gouvernement.

Elle a réalisé de grands progrès, aussi bien au plan des rendements qu'au niveau de la responsabilisation des paysans. Malgré la sécheresse qui a sévi en 1990 et 1991, malgré la crise économique internationale, le secteur agricole participe pleinement au rétablissement des équilibres macro-économiques et à la relance de la croissance économique. C'est pourquoi il retient toute l'attention du gouvernement. Ce secteur joue un rôle capital dans le développement économique et social du Sénégal et le gouvernement s'attellera davantage à le dynamiser et à améliorer les revenus de ses acteurs. A cet effet, j'insiste pour que les transformations consécutives au désengagement de l'Etat soient poursuivies. J'encourage la stratégie de la relance de la production par la méthode d'approche par filière, afin de mieux suivre l'évolution de chaque culture pour la rendre plus performante. Cela suppose que les problèmes au niveau de chaque filière soient correctement posés.

Je rappelle que l'autosuffisance alimentaire est un objectif que nous devons atteindre par l'augmentation de la production et le stockage des céréales. A l'horizon 2000, les perspectives visant 1.600.000 tonnes seront à notre portée et les différentes transformations prévues dans le plan céréalière feront du «consommer sénégalais» une réalité.

La diversification des cultures est, quant à elle, déjà devenue une réalité.

La culture cotonnière encadrée par la SODEFITEX est l'un des plus beaux exemples de diversification agricole et d'intégration économique. Elle a permis de conduire parallèlement toutes les phases de la politique gouvernementale :

- Accès au crédit des producteurs, leur permettant l'acquisition des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) en temps utile et en quantité suffisante. Ce n'est pas hasard si la zone cotonnière, qui ne couvre que le cinquième du territoire national, utilise plus de 60% des engrais et produits de protection des cultures, consommés au Sénégal ;
- Intensification des cultures tant industrielles que céréalières, par l'emploi des engrais et le développement effectif de la culture attélué ;
- Réel développement des cultures céréalières en association avec la culture



re du coton, en harmonie avec notre politique d'autosuffisance alimentaire et faisant de la zone d'intervention SODEFITEX, la première région maïsicole du Sénégal ;

- Responsabilisation des producteurs par la conduite d'un programme rigoureux d'alphabétisation fonctionnelle en langues nationales, par leur organisation en associations, par le transfert des activités de gestion du crédit agricole, de commercialisation primaire du coton et des céréales locales et de leur transformation artisanale ;

- Préservation du milieu naturel par la mise en place d'un système de cultures stabilisées, intégrant les cultures du coton, des céréales et de l'arachide et par la régénération du capital foncier grâce à la généralisation de l'emploi de la fumure organique ;

- Intégration Agriculture-Elevage par le développement de la stabulation des animaux permettant une sensible amélioration de leur productivité en force de travail, en viande et en production laitière ;

- Dynamisation du monde rural par un programme ambitieux de formation de relais-techniques paysans en techniques de production végétale et en techniques d'élevage, visant la prise en main progressive des actions de développement et d'amélioration des performances de l'agriculture par les producteurs eux-mêmes.

L'ensemble de ces actions permettra, par une responsabilisation accrue des producteurs, de relayer le désengagement de l'Etat des activités de production, de commercialisation et de transformation de produits agricoles.

Pionniers de l'innovation

J'adresse mes encouragements à la SODEFITEX qui a su, par un encadrement judicieux, faire passer nos messages tant au plan des techniques agricoles qu'aux plans organisationnel et socio-culturel. Cette société mérite tout l'appui que le gouvernement lui apporte.

Mes félicitations vont naturellement à son directeur général et à tous les travailleurs qui sont à la fois la courroie de transmission entre les autorités et les paysans et les véritables pionniers de l'innovation, avant-garde du renouveau de l'agriculture sénégalaise.

Quant aux paysans, je leur renouvelle mes encouragements, eux sans qui il

n'y aurait pas de filière cotonnière. Je veux surtout leur redire que leurs préoccupations sont les miennes et que je suis plus que jamais déterminé à veiller à la poursuite de l'appui du gouvernement à leurs efforts. Il y a à cela plusieurs raisons dont la moindre n'est pas le fait que la filière cotonnière est un exemple d'intégration économique et un moteur de développement aussi bien agricole qu'agro-industriel, comme en atteste l'impact des usines d'égrégement de Kahone, Tambacounda, Vélingara et Kolda. Elle contribue également, cette filière, au développement des huieries auxquelles elle fournit de la matière première pour la fabrication des huiles alimentaires et des tourteaux. Enfin, exportant 80% de sa production de fibres, elle joue un rôle important dans l'amélioration de notre balance commerciale.

Cependant, comme dans les autres pays cotonniers de la sous-région, la filière cotonnière sénégalaise connaît actuellement de sérieuses difficultés, principalement dues à une baisse constante des cours du coton sur le marché international.

L'importance que nous attachons au développement de cette filière nécessite que soit appliquée la Troisième Lettre de Mission liant l'Etat et la SODEFITEX pour la mise en place d'un fonds de soutien du prix du coton aux producteurs, dès la campagne 1992-1993.

La sécurisation de la filière exige la croissance de sa production en vue d'optimiser les capacités d'égrégement et de limiter ses coûts de revient.

C'est pourquoi, j'ai demandé au Premier ministre que soient dégagées, hors filière et en complément du fonds de soutien, les ressources nécessaires au maintien du prix au producteur, à son niveau actuel, pour la campagne 1992-1993.

Par ailleurs, je tiens à affirmer toute la disponibilité du gouvernement du Sénégal à œuvrer pour l'intégration des économies africaines dans tous les domaines. La récente conférence des ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a confirmé le rôle important que pourrait jouer le secteur agricole. Le coton, produit d'intégration économique par excellence, formera alors avec certains produits stratégiques l'ossature de l'harmonisation des différentes politiques agricoles. J'attends beaucoup de différentes rencontres de ces ministres.

Dans ce contexte de crise particulièrement difficile, je voudrais rendre hommage à la coopération française dont l'assistance n'a jamais fait défaut au Sénégal. Grâce à elle, la Caisse centrale de coopération économique vient de mettre en place un fonds de stabilisation pour la sauvegarde de la filière cotonnière et en association avec la FAC, le financement sur deux ans de la poursuite des actions de développement intégré du projet de développement rural du Sénégal oriental.

Le partenariat magnifié

Je voudrais remercier également la compagnie française pour le développement des fibres textiles - CFDT - qui est un partenaire essentiel de notre filière cotonnière et des actions de promotion du monde rural de la zone cotonnière.

Je ne saurais omettre d'exprimer mon entière satisfaction au Comité consultatif du coton. Cet organe de concertation entre l'Etat et les producteurs est une belle illustration du partenariat. Il a accompli et continue de faire un travail remarquable pour le plus grand bien de tous. A ce propos, je remercie les agriculteurs cotonniers de l'indéfectuelle confiance à leur comité consultatif, et je voudrais ici rappeler que le gouvernement a déjà créé le comité interprofessionnel de

l'horticulture et le comité consultatif du riz.

Le ministre du Développement rural et de l'Hydraulique organisera, au cours du mois de mai, le comité consultatif de l'arachide.

Je voudrais enfin, au nom de mon épouse, remercier les agriculteurs cotonniers pour les propos fort aimables qu'ils ont prononcés à son endroit.

Mesdames, Messieurs,

Vous connaissez toute l'attention que j'attache à la recherche des solutions aux problèmes de la région de Tambacounda. Cette belle région aux potentialités économiques considérables doit jouer un rôle de tout premier plan dans le développement économique et social de notre pays.

Le gouvernement y a beaucoup fait. En moins de 10 ans, des dizaines de milliers y ont été investis. Je ne citerai que les routes bitumées de Malmi-Hodder-Tambacounda, Tambacounda-Vélingara, Saraya-Kédougou et depuis quelques mois l'ouverture du chantier de la route Diakoto-Kédougou. Il convient d'ajouter à cela les centaines de kilomètres de pistes de production entièrement asphaltées ainsi que les forages et puits, l'hôpital régional, les centres de Santé de Bakel et de Kédougou, le lycée Mame Cheikh Mbaye, le programme SENELEC d'électrification rurale jusqu'aux chefs-lieux d'arrondissement, le programme SONATEL, la radio, la télévision et le téléphone.

Je sais qu'il reste beaucoup à faire. Le gouvernement va poursuivre son programme d'équipement et de désenclavement.

Parmi les priorités figurent la route Tambacounda-Bakel dont le financement est activement recherché ainsi que la réfection du tronçon Birkelane-Tambacounda et de celui d'Ourosogui-Bakel ainsi que les pistes de production. Les financements de ces deux dernières opérations sont acquis et les appels d'offres lancés.

Sur le plan industriel, les efforts seront poursuivis en vue de l'exploitation du fer, de l'or et du marbre. Il va sans dire que les problèmes d'emplois, surtout en ce qui concerne les jeunes, ne seront pas occultés ; les ministres compétents veilleront au respect de la législation du travail relative à la régionalisation de l'emploi non qualifié.

Le Premier ministre présidera incessamment un Conseil interministériel sur l'emploi afin d'envisager toutes les solutions possibles.

Comme vous le savez, une vaste concertation a eu lieu à Dakar les mois derniers au cours d'un forum entre les partenaires sociaux et les acteurs de développement pour dégager les voies et moyens de la relance économique, donc de la relance de l'emploi.

Au lendemain de cette rencontre, le gouvernement a mis en place, grâce à la Banque africaine de Développement, un Fonds de promotion économique pour la relance des PME et des PMI génératrices d'emplois.

Dans la gestion de ce fonds, il veillera à ce que nos opérateurs économiques bénéficient des financements nécessaires au développement de leurs activités. Une attention toute particulière sera accordée aux opérateurs économiques des régions comme la vôtre.

Gestion des affaires locales

En plus de ces mesures, les Etats généraux de l'économie en cours de préparation ne manqueront pas de nous permettre de mieux appréhender le problème de l'emploi et, surtout, de nous doter de moyens encore plus efficaces pour le résoudre.

L'optimisme est d'autant plus permis que nous sommes entrés, avec l'approfondissement de la décentralisation territoriale, dans une phase où les besoins en emplois devraient être mieux pris en compte.

En effet, en érigeant la région en collectivité territoriale disposant d'une assemblée élue au suffrage universel direct, nous avons voulu arriver à une plus grande participation des populations à la gestion des affaires locales et à la satisfaction de leurs besoins, y compris en matière d'emploi.

C'est dire que nous avons pensé aux jeunes qui constituent la composante la plus importante de la nation et la composante qui, par nature, pour ainsi dire, la plus d'aspirations et de besoins insatisfaits.

En vérité, nous avons surtout estimé qu'avec une telle réforme, qui doit aboutir à une participation populaire effective, les jeunes trouveront le cadre idoine d'expression de leur enthousiasme et de leur générosité. N'est-ce pas là, au reste, le meilleur moyen de les mettre en face de leurs responsabilités et de les préparer à les assumer avec bonheur ?

Ma réponse est à cet égard claire : nous pouvons faire confiance à la jeunesse sénégalaise.

Pour ma part, je vous le redis, mes chers jeunes compatriotes, vous avez mon entière confiance. Mais celle-ci n'est point gratuite : la nourrissent, en plus des qualités que vous partagez avec tous les jeunes, cet amour de notre cher Sénégal que j'ai perçu chez chacun et chacun d'entre vous, cet attachement aux vertus qui distinguent notre peuple et cette si rare capacité d'écoute même quand l'espoir semble s'éloigner.

Jeunes du Sénégal, je compte donc sur vous pour que la phase que nous allons entamer dans notre politique de décentralisation territoriale réponde totalement à notre attente. Le succès dépend de votre implication dans sa mise en œuvre, c'est-à-dire dans le processus de prise de décisions et dans l'exécution des mesures arrêtées. En un mot, il est essentiel, de ce point de vue, que vous vous sentiez concernés par l'approfondissement de notre démocratie, dont la réforme annoncée dans mon message du 3 avril 1992 n'est qu'un aspect.

Dans cet ordre d'idées, je tiens à souligner l'importance que revêt l'opération de généralisation de la carte nationale d'identité : cette pièce permet au citoyen de s'inscrire sur les listes électorales et de voter, c'est-à-dire de choisir ceux qui auront le charge de faire aboutir ses rêves et de concrétiser ses aspirations.

Je vous invite tous à vous investir dans une telle opération pour que, le moment venu, le plus grand nombre de citoyens participent aux prochaines élections et arrivent à faire entendre leurs voix dans la gestion des affaires qui les concernent au premier chef.

Tout le monde est interpellé. Mais les jeunes le sont plus que quiconque, pour les raisons que j'ai indiquées. Mieux, ils doivent montrer la voie, comme ils savent souvent le faire.

Nul doute que les jeunes de Tambacounda ne soient pas en reste, eux qui m'ont si clairement exprimé leur volonté et leur détermination d'être partie prenante dans le développement de leur région. Après leur avoir redit que je les ai bien entendus et que nous avons le même combat, il ne me reste plus qu'à conclure.

Je le fais en réaffirmant ma conviction qu'en dépit des difficultés, le Sénégal franchira avec succès, dans les années 90, des étapes décisives vers son développement : l'intelligence et la générosité de ses fils et de ses filles le lui permettront.

Faisons donc en sorte qu'il en soit ainsi !